



## Prise de position

du Conseil d'administration de SCHMOLZ+BICKENBACH AG, Emmen, conformément à l'art. 61 al. 1 OOPA, sur la demande d'un groupe de requérants lié à Schmolz+Bickenbach GmbH & Co. KG (ainsi que les sociétés que cette dernière contrôle) et à Venetos Holding AG, respectivement M. Viktor F. Vekselberg, tendant à l'octroi d'une dérogation à l'obligation de présenter une offre

Par requête du 26 avril 2013, Schmolz + Bickenbach GmbH & Co. KG, Düsseldorf (A), et les sociétés affiliées qu'elle contrôle Schmolz + Bickenbach Beteiligungs GmbH & Co. KG, Düsseldorf (A), Schmolz + Bickenbach Beteiligungs GmbH, Düsseldorf (A), Schmolz + Bickenbach Stahlcenter AG, Wil, Schmolz + Bickenbach Holding AG, Wil, et Schmolz + Bickenbach Finanz AG, Wil (ensemble le «Groupe S+B») et Venetos Holding AG, Zurich, ainsi que les sociétés et trusts qui la contrôlent (ensemble «Renova»), respectivement leur ayant droit économique M. Viktor F. Vekselberg, agissant de concert, ont requis d'être dispensés de l'obligation de présenter une offre conformément à l'art. 32 LBVM.

## 1. Objet de la requête et position du Conseil d'administration

Les requérants sont, d'une part, le Groupe S+B, qui détient actuellement (au total) 40.46% du capital-actions de Schmolz + Bickenbach AG (la «Société») et, d'autre part, une société du groupe Renova dont l'ayant droit économique est M. Viktor F. Vekselberg. Les requérants demandent à être exonérés de l'obligation de présenter une offre dans la perspective de la transaction suivante, qu'ils envisagent de réaliser, au motif que la Société aurait besoin d'être assainie. Dans le projet des requérants, la Société devrait augmenter son capital d'un montant de EUR 350 millions en maintenant le droit préférentiel de souscription des actionnaires. Il est également prévu que Renova achète au Groupe S+B des droits préférentiels de souscription portant sur les nouvelles actions dans une mesure qui permette au Groupe S+B d'exercer ses droits préférentiels de souscription restants avec le produit de cette vente (l'opération étant par conséquent neutre du point de vue de la trésorerie). Ce procédé doit permettre de constituer une participation dans la Société d'au moins 25.29% (pour Renova), respectivement de 15.17% (pour le Groupe S+B). En outre, le Groupe S+B a la faculté de vendre des droits préférentiels de souscription supplémentaires à Renova jusqu'à concurrence de EUR 10 millions, ce qui aurait pour effet d'augmenter la participation de Renova et de réduire celle du Groupe S+B. Selon les termes des conventions qui lient les requérants, Renova agirait en qualité d'*underwriter* pour l'augmentation de capital en prenant ferme les nouvelles actions émises moyennant une commission. Après l'exécution de l'augmentation de capital souhaitée par les requérants, les conventions entre le Groupe S+B et Renova prévoient que ces derniers désignent la majorité du Conseil d'administration de la Société, Renova étant en droit de pourvoir quatre sièges du Conseil d'administration (à condition qu'elle détienne au moins 20%) et le Groupe S+B étant en droit de pourvoir un siège (à condition qu'il détienne au moins 10%). Les requérants se concerteraient sur les affaires traitées au Conseil d'administration et à l'Assemblée générale. En cas de désaccord, Renova disposerait (sous réserve de certaines exceptions) d'un droit de décision unilatéral. Le président du Conseil d'administration serait désigné par Renova.

Le Conseil d'administration de Schmolz + Bickenbach AG considère à l'unanimité que la transaction souhaitée par les requérants n'est pas conforme à l'intérêt de la Société et a demandé à la Commission des OPA de rejeter la requête de dérogation. Cette position est motivée par le fait que le besoin d'assainissement requis pour une dérogation à l'obligation d'offre et l'exclusion du droit de sortie des actionnaires minoritaires qui en résulte n'existe pas en l'espèce. En outre, le montant de l'augmentation de capital prévue par le Groupe S+B et Renova est exagéré. De l'avis du Conseil d'administration, l'opération et les conventions conclues entre le Groupe S+B et Renova tendent à permettre une prise de contrôle de la Société en évitant de devoir présenter une offre à l'ensemble des actionnaires.

Les motifs résumés ici sont exposés de façon détaillée dans la prise de position du Conseil d'administration du 31 mai 2013 dont ce document constitue une version abrégée. La prise de position complète du Conseil d'administration peut être consultée sans frais sur le site internet de la Société à l'adresse [www.schmolz-bickenbach.com](http://www.schmolz-bickenbach.com) et peut être obtenue sans frais en langue allemande et française à l'adresse suivante: Schmolz + Bickenbach AG, Case postale, 6021 Emmenbrücke, Suisse.

## 2. Décision de la Commission des OPA

Dans sa décision du 24 mai 2013, la Commission des OPA a rejeté la demande de dérogation à l'obligation de présenter une offre publique d'achat des requérants. Le dispositif de cette décision est le suivant (la décision peut être consultée dans son intégralité sur le site [www.takeover.ch](http://www.takeover.ch)):

1. La demande de Schmolz + Bickenbach GmbH & Co. KG, Schmolz + Bickenbach Beteiligungs GmbH & Co. KG, Schmolz + Bickenbach Beteiligungs GmbH, Schmolz + Bickenbach Stahlcenter AG, Schmolz + Bickenbach Holding AG, Schmolz + Bickenbach Finanz AG et Venetos Holding AG du 26 avril 2013 tendant à l'octroi de dérogations à l'obligation de présenter une offre publique d'achat, respectivement à la constatation de l'absence d'obligation de présenter une offre publique d'achat dans le cadre de la transaction envisagée concernant Schmolz + Bickenbach AG est rejetée.
2. Schmolz + Bickenbach AG est autorisée à consulter le dossier de la cause dans la mesure et aux conditions posées par la décision de procédure du 8 mai 2013.
3. Toute autre conclusion est rejetée.
4. Schmolz + Bickenbach AG publiera au plus tard le 7 juin 2013 la prise de position de son conseil d'administration avec le dispositif de la présente décision et l'indication du droit de former opposition. Le projet de prise de position doit être préalablement soumis à la Commission des OPA.
5. La présente décision sera publiée sur le site internet de la Commission des OPA le jour de la publication de la prise de position du conseil d'administration.
6. L'émolument à charge de Schmolz + Bickenbach GmbH & Co. KG, Schmolz + Bickenbach Beteiligungs GmbH & Co. KG, Schmolz + Bickenbach Beteiligungs GmbH, Schmolz + Bickenbach Stahlcenter AG, Schmolz + Bickenbach Holding AG, Schmolz + Bickenbach Finanz AG et Venetos Holding AG est fixé à CHF 25'000, solidairement entre eux.

## 3. Opposition (art. 58 OOPA)

L'actionnaire qui prouve détenir une participation d'au moins 3 pour cent des droits de vote, exerçables ou non, de la Société et qui n'a pas participé à la procédure peut former opposition contre la décision mentionnée sous chiffre 2 de cette prise de position abrégée. L'opposition doit parvenir à la Commission des OPA (Selnaustrasse 30, case postale, CH-8021 Zurich, [counsel@takeover.ch](mailto:counsel@takeover.ch), Fax: +41 58 499 22 91) dans les cinq jours de bourse suivant la publication dans les journaux du dispositif de la décision figurant sous chiffre 2 de cette prise de position abrégée. Le délai commence à courir le premier jour de bourse suivant la publication. L'opposition doit comporter une conclusion, une motivation sommaire, ainsi que la preuve de la participation de son auteur conformément à l'art. 56 OOPA.

Emmenbrücke, le 31 mai 2013

Au nom du Conseil d'administration:  
Dr. Hans-Peter Zehnder, Président